

**Comité de délégués de centres et services
avec les sections CGT, Solidaires Finances Publiques et FO des Hauts-de-Seine**

Ce jeudi 14 mars nous étions présents au rassemblement à Bercy qui a rassemblé plus de 300 agents à l'appel intersyndical des sections de la région Île-de-France, dans le cadre de la journée de grève initiée par l'intersyndicale nationale Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC.

Comme nous nous y étions engagés, nous étions porteurs de pancartes reprenant les revendications :

Arrêt des suppressions d'emplois – retrait du plan de 50 suppressions d'emplois dans le 92 ;

Retrait des plans Darmanin et Dussopt, non au démantèlement de la DGFIP et du statut ;

Non à la rémunération au mérite, non au Rifseep, oui à la revalorisation du point d'indice, oui à la prime pour tous ;

Non aux agences comptables, maintien du réseau de proximité

Non à la retraite par points, maintien du Code des pensions.

Plusieurs dizaines de collègues du 92 étaient présents au rassemblement.

Une délégation a finalement pu être reçue par le délégué interrégional. Il a déclaré que le niveau des suppressions d'emplois à la DGFIP d'ici 2022 n'était pas encore défini, qu'il n'y avait pas de calendrier précis des restructurations à venir, que seul un avant-projet partiel de « réorganisation du réseau » avait été déposé auprès de la DG par les directions départementales, que 15 % des missions dans la région était délocalisable en province et qu'il n'y aurait pas en 2020 de fusion de SPF situés dans des communes distinctes.

Ce 14 mars, dans le 92, selon les chiffres communiqués par la direction, 19,87 % de l'effectif devant être présent était en grève, soit 332 grévistes.

La TM de Bagneux, la Paierie, la TM de Clichy, le SIP d'Asnières et le SIE de Courbevoie étaient fermés de même que l'accueil de la TM et du SIP de Courbevoie, et la caisse du SIE et du SIP de Vanves.

Dans de nombreux départements de province le taux de grève avoisine ou dépasse les 50 %.

Depuis des semaines dans de nombreuses directions, malgré les conditions difficiles, les agents avec les sections syndicales multiplient les grèves et les mobilisations, interpellent les directeurs départementaux sur leurs revendications et décident de poursuivre la mobilisation.

Une nouvelle fois les agents des Finances publiques ont démontré qu'ils sont prêts à s'engager dans la grève pour faire reculer le directeur général et le ministre.

A l'occasion du rassemblement les représentants des sections syndicales du 93 ont informé que le 11 mars, 120 agents en grève se sont rendus à la direction et ont interpellé le directeur sur leur revendications.

Ils ont décidé de poursuivre la mobilisation pour aller vers la grève et ont désigné des délégués avec les sections syndicales pour avancer dans cette voie.

L'écrasante majorité des agents rejette les plans de démantèlement de la DGFIP et du statut et veut obtenir satisfaction sur ses revendications.

La grève de toute la DGFIP jusqu'à satisfaction des revendications est à l'ordre du jour.

Pour aider à franchir un pas supplémentaire dans cette voie nous faisons la proposition suivante :

Ne serait-il pas nécessaire que se tienne une réunion de délégués de centres et services des directions d'Île-de-France avec les sections syndicales, pour débattre de la situation et définir les moyens à mettre en œuvre pour avancer ensemble ?

Nous invitons tous les collègues,

à poursuivre partout l'élaboration des revendications là où cela n'a pas encore été fait,

à se réunir et à débattre de la situation et à mandater leurs délégués.

Nous proposons qu'une nouvelle réunion de notre comité de délégués de centres et services avec les trois sections syndicales ait lieu le mardi 26 mars au CAD à Nanterre.